



RÉSUMÉ DU RAPPORT ALTERNATIF DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR L'ENV 2026 EN RDC.

Le **Rapport alternatif des organisations de la société civile (OSC)** constitue la contribution indépendante de la société civile congolaise au processus d'**Examen national volontaire (ENV) 2026 de la République démocratique du Congo** sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD). Il a été élaboré sous la coordination du **Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD)**, avec l'accompagnement technique de l'**Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)**, service technique du Ministère du Plan.

Le rapport repose sur une approche participative et complémentaire qui associe **données statistiques officielles et analyse citoyenne**. Il examine onze ODD : **ODD 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 11, 16 et 17**. Les cinq ODD prioritaires de l'ENV 2026 — ODD 6, 7, 9, 11 et 17 — sont ainsi complétés par six ODD retenus par le CNONGD — ODD 1, 2, 3, 4, 8 et 16 — afin de proposer une lecture plus globale des dimensions sociales, économiques, environnementales et institutionnelles du développement durable.

1. UNE DEMARCHE FONDEE SUR LES DONNEES OFFICIELLES ET LES REALITES TERRITORIALES

L'analyse nationale s'appuie principalement sur les indicateurs officiels produits par l'OCDD. Elle est complétée par des consultations citoyennes organisées dans **quatre provinces pilotes : Kinshasa, Nord-Kivu, Kwilu et Haut-Katanga**. Les participants ont travaillé à partir des indicateurs provinciaux de l'OCDD afin d'interpréter les tendances statistiques, d'identifier les facteurs expliquant les progrès ou les reculs et de formuler des recommandations adaptées aux réalités locales.

Les consultations n'avaient pas pour objectif de produire de nouvelles statistiques ni de remettre en cause les données officielles. Elles visaient plutôt à **compléter les données quantitatives par une lecture qualitative et citoyenne**, en mettant en évidence les disparités territoriales, les contraintes spécifiques et les priorités exprimées par les acteurs locaux.

2. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ANALYSE NATIONALE

L'analyse nationale montre que la RDC enregistre des **progrès dans plusieurs domaines**, mais que ceux-ci restent inégaux selon les secteurs et les territoires.

Sur l'**ODD 1 – Pas de pauvreté**, la persistance de la pauvreté demeure un défi majeur. Le rapport relève notamment l'incidence de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages : le taux d'inflation annuel est passé de **4,9 % en 2021 à 20,68 % en 2023**, avant de reculer à **10,17 % en 2024**. Sur la période 2021-2024, l'inflation cumulée dépasse **50 %**, traduisant une érosion importante du pouvoir d'achat, particulièrement pour les ménages urbains à faibles revenus et les populations rurales.

Les analyses des **ODD 2, 3 et 4** montrent que la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation restent fortement liées aux conditions socio-économiques, aux infrastructures disponibles et aux capacités des services publics. Pour l'**ODD 2 – Faim zéro**, la prévalence de la sous-alimentation est passée de **34,1 % en 2020 à 38,5 % en 2025**, tandis que la prévalence de l'insécurité alimentaire atteignait **65,5 % en 2020**. Ces tendances confirment la persistance d'une forte vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle. Sur l'**ODD 3 – Bonne santé et bien-être**, le financement budgétaire de la santé est passé de **11 % en 2019 à 9,22 % en 2023**. Pour l'**ODD 4 – Éducation de qualité**, le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire est passé de **107,3 % en 2020 à 111,9 % en 2021**, tandis que celui du secondaire est passé de **50,0 % à 52,0 %** sur la même période. Ces progrès d'accès restent toutefois accompagnés de difficultés persistantes concernant la qualité des apprentissages, les infrastructures scolaires, les enseignants et les matériels pédagogiques.

Pour l'**ODD 6 – Eau et assainissement**, les insuffisances d'accès aux services essentiels demeurent importantes et présentent de fortes disparités territoriales. La proportion de la population utilisant une source améliorée d'eau est passée de **59,0 % en 2018 à 57,6 % en 2020**, soit une baisse de **1,4 point**, alors que la proportion ayant accès à une source améliorée située à moins de 30 minutes aller-retour est passée de **21,6 % à 42,2 %**. Les écarts entre milieux urbain et rural restent particulièrement importants : en 2020, **91,1 % de la population urbaine** utilisait une source améliorée contre seulement **39,5 % en milieu rural**.

L'**ODD 7 – Énergie** présente des évolutions positives. La production d'électricité est notamment passée de **7 millions de MWh en 2011 à 13 millions de MWh en 2024**, soit une augmentation de **85,7 %**, tandis que le nombre d'abonnés est passé de **517 000 à 1 513 000**, soit une progression de **192,6 %**. Ces progrès témoignent d'une expansion importante de l'offre électrique, tout en laissant subsister des écarts importants d'accès selon les territoires. Par ailleurs, les pertes techniques et commerciales sur le réseau sont passées de **3,3 % en 2011 à 32,7 % en 2024**, ce qui souligne les limites persistantes des infrastructures de transport et de distribution.

Sur l'**ODD 8 – Travail décent et croissance économique**, la reprise de la croissance constitue un élément positif. Le taux de croissance du PIB réel par habitant est passé de **-1,4 % en 2020 à 2,8 % en 2021, puis à 5,4 % en 2022 et 5,1 % en 2023**. Toutefois, la proportion d'emplois vulnérables reste très élevée et quasi stable, passant de **74,45 % en 2020 à 74,52 % en 2024**. Ces données montrent que la croissance économique ne se traduit pas encore suffisamment par une amélioration de la qualité des emplois : près de **trois travailleurs sur quatre** demeurent concernés par l'emploi vulnérable.

L'**ODD 9 – Industrie, innovation et infrastructures** reste marqué par des déficits d'infrastructures qui limitent la transformation du potentiel économique et productif du pays. En 2023, les Zones économiques spéciales comptaient **14 entreprises implantées** et avaient mobilisé **404,09 millions de dollars américains d'investissements**. Ces résultats témoignent d'une dynamique industrielle encourageante, mais encore insuffisante pour répondre aux besoins du pays. Les contraintes liées aux infrastructures énergétiques et de transport, au coût des facteurs de production et à l'accès au financement demeurent importantes.

L'**ODD 11 – Villes et communautés durables** est particulièrement important dans un contexte d'urbanisation rapide. Les données nationales montrent que la proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers précaires est passée de **71,9 % à 78,4 %**, soit une augmentation de **6,5 points**. Les données provinciales disponibles atteignent notamment **87,5 % à Kinshasa** et **97 % au Kwilu**, illustrant l'ampleur des défis liés au logement, à la planification urbaine et aux infrastructures de base. À Kinshasa, les données officielles montrent également que la population vivant dans les taudis est passée de **53,7 % à 60,6 %** selon l'indicateur provincial retenu.

L'**ODD 16 – Paix, justice et institutions efficaces** est fortement influencé par les questions de sécurité, de gouvernance, de transparence et de participation citoyenne, avec une situation particulièrement préoccupante dans les zones affectées par les conflits. Le nombre de décès directement associés aux conflits armés est passé de **737 en 2015 à 5 421 en 2024**, après avoir atteint **5 975 décès en 2017** et **5 920 en 2022**. Cette évolution illustre la persistance d'un contexte sécuritaire fragile qui affecte directement les populations civiles et ralentit les efforts de développement.

Enfin, pour l'**ODD 17 – Partenariats**, le rapport relève une progression des recettes publiques en proportion du PIB, passées de **7,79 % en 2020 à 16,32 % en 2023**, après avoir atteint **16,35 % en 2022**. La proportion du budget national financé par les impôts nationaux était de **100 % en 2020**. Ces résultats témoignent d'un renforcement de la mobilisation des ressources intérieures, mais soulignent également la nécessité de mieux traduire cet effort dans la qualité des services publics, les investissements territoriaux et le renforcement des partenariats entre institutions publiques, OSC, secteur privé et partenaires techniques et financiers.

Dans l'ensemble, les données montrent que la RDC connaît des avancées mesurables en matière d'électricité, de scolarisation, de croissance économique, d'industrialisation et de mobilisation des ressources publiques. Toutefois, ces progrès coexistent avec une pauvreté persistante, une forte vulnérabilité de l'emploi, des déficits d'accès à l'eau, une urbanisation précaire, des inégalités territoriales et un contexte sécuritaire qui compromet fortement les progrès dans plusieurs ODD.

3. LES REALITES DES QUATRE PROVINCES PILOTES

L'approche territorialisée permet de montrer que les moyennes nationales ne rendent pas toujours compte des réalités vécues par les populations. Les données officielles de l'OCDD, croisées avec les consultations citoyennes, montrent des situations fortement différenciées selon les contextes provinciaux : métropole urbaine à Kinshasa, province affectée par les conflits au Nord-Kivu, bassin agricole au Kwilu et province minière au Haut-Katanga.

KINSHASA

La capitale est confrontée à une forte pression démographique et urbaine. Les consultations mettent en évidence un décalage entre la croissance de l'agglomération et la capacité des infrastructures et services publics à répondre aux besoins croissants de la population. La proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers précaires atteint **87,5 % à Kinshasa**, contre **78,4 % au niveau national** dans les données les plus récentes disponibles.

Les défis concernent notamment l'accès à l'eau, l'assainissement, l'électricité, les infrastructures urbaines, le logement, la mobilité et la gouvernance locale. Les données officielles montrent elles-mêmes des évolutions contrastées : l'accès à un service de base d'eau potable est passé de **47,7 % en 2014 à 30,2 % en 2024**, soit une baisse de **17,5 points**, tandis que l'incidence de la pauvreté est passée de **36,3 % en 2020 à 46,6 % en 2024**, soit une hausse de **10,3 points**. À l'inverse, l'accès à l'électricité est passé de **11,6 % à 48,2 %**, témoignant d'un progrès important dans la desserte électrique.

NORD-KIVU

Le Nord-Kivu connaît une situation particulière en raison de la crise sécuritaire prolongée, des déplacements massifs de populations et des conséquences humanitaires des conflits. Les consultations citoyennes montrent que les déplacements forcés, l'insécurité alimentaire, la destruction des moyens de subsistance ainsi que les perturbations des services de santé et d'éducation limitent fortement les progrès vers les ODD.

Les consultations citoyennes montrent que les conflits affectent directement les progrès en matière de pauvreté, sécurité alimentaire, santé, éducation, infrastructures, services essentiels et gouvernance. Les données disponibles indiquent notamment une évolution de l'utilisation de l'eau de surface de **24,6 % à 19,3 %**, une progression de l'accès à

l'électricité de **6,1 % à 14,6 %**, mais également une hausse du sous-emploi de **15,2 % à 17,3 %** et de l'habitat précaire de **26,4 % à 31,7 %**. Ces évolutions doivent toutefois être interprétées à la lumière du contexte sécuritaire exceptionnel de la province, qui affecte directement les infrastructures, les services publics et les moyens d'existence.

KWILU

Le Kwilu présente principalement des défis structurels liés à son caractère rural, à la pauvreté, à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, aux infrastructures et à l'accès aux services sociaux de base. Le taux de pauvreté est passé de **76,7 % en 2020 à 84,9 % en 2024**, tandis que la proportion des zones en insécurité alimentaire est passée de **28,6 % en 2022 à 31,4 % en 2023**.

Les consultations montrent que les potentialités agricoles de la province restent insuffisamment valorisées et que les déficits d'infrastructures rurales, notamment routières, énergétiques et hydrauliques, limitent les possibilités de développement économique et social. L'accès à l'eau potable demeure particulièrement faible, l'indicateur provincial étant passé de **21,4 % en 2014 à 18,7 % en 2024**. Dans le même temps, l'accès à l'électricité est passé de **4,2 % à 12,8 %**, tandis que le sous-emploi a augmenté de **11,7 % à 14,6 %**.

HAUT-KATANGA

Le Haut-Katanga constitue un important pôle minier, industriel et commercial du pays. Toutefois, les consultations mettent en évidence un paradoxe entre le poids économique de la province et les difficultés persistantes d'une partie de la population en matière de pauvreté, d'accès aux services sociaux, d'emploi, d'eau, d'énergie et d'infrastructures. Les données officielles montrent notamment que la proportion de la population vivant sous le seuil national de pauvreté est passée de **44,7 % en 2020 à 63,8 % en 2024**.

Les organisations de la société civile soulignent également les disparités entre les centres urbains et les territoires ruraux ainsi que les enjeux environnementaux et sociaux liés à l'exploitation des ressources naturelles. Toutefois, certains progrès sont significatifs : la proportion de la population utilisant une eau provenant d'une source non améliorée est passée de **34,7 % en 2014 à 27,6 % en 2024**, tandis que l'accès à l'électricité est passé de **18,7 % en 2018 à 42,6 % en 2024**. En revanche, le sous-emploi a augmenté de **28,4 % à 34,7 %** et l'habitat précaire de **34,1 % à 39,8 %**, illustrant la coexistence de progrès sectoriels et de vulnérabilités persistantes.

les résultats de ces 4 provinces pilotes confirment que les progrès des ODD ne suivent pas une trajectoire uniforme en RDC. Kinshasa fait face à une pression urbaine et à une progression de la pauvreté, **le Nord-Kivu** subit l'impact direct des conflits et des déplacements, **le Kwilu** demeure confronté à une pauvreté rurale et à des déficits structurels d'infrastructures, tandis que **le Haut-Katanga** illustre le paradoxe entre dynamisme économique, progrès de l'accès à certains services et persistance de fortes inégalités sociales. **L'approche territorialisée permet ainsi de compléter les**

moyennes nationales par une lecture plus précise des réalités vécues par les populations.

4. UNE CONCLUSION CENTRALE : TERRITORIALISER DAVANTAGE LES ODD

L'analyse comparative des quatre provinces confirme que **les réalités territoriales sont déterminantes pour comprendre les performances des ODD en RDC.**

Les situations observées sont différentes : pression urbaine à Kinshasa, conflits et déplacements au Nord-Kivu, pauvreté rurale et enclavement au Kwilu, et paradoxe entre croissance minière et inégalités sociales dans le Haut-Katanga.

Le rapport conclut ainsi qu'une politique publique uniforme ne permet pas de répondre efficacement à la diversité des contextes économiques, sociaux, environnementaux et sécuritaires du pays. Les politiques de mise en œuvre des ODD doivent donc être davantage **territorialisées**, tout en restant inscrites dans une vision nationale cohérente.

5. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Le rapport appelle à une accélération de la mise en œuvre des ODD autour de plusieurs priorités.

La première priorité, classée **très élevée**, consiste à **territorialiser les politiques publiques de mise en œuvre des ODD**. Elle est associée au renforcement des investissements dans les infrastructures sociales de base.

Les autres recommandations prioritaires concernent :

- le renforcement de la gouvernance participative et du suivi citoyen ;
- la promotion d'une croissance économique inclusive et créatrice d'emplois décents ;
- le renforcement de la mobilisation des ressources nationales et des partenariats ;
- l'amélioration de la production et de la désagrégation des données statistiques ;
- la mise en place de mécanismes permanents de dialogue entre l'État, les OSC et le secteur privé.

Le rapport recommande également **aux partenaires techniques et financiers** de soutenir les capacités institutionnelles, les initiatives citoyennes de suivi et de plaidoyer, ainsi que les investissements en faveur des infrastructures sociales, des territoires fragiles et des communautés vulnérables.

Il appelle les OSC à pérenniser le suivi citoyen, à renforcer le plaidoyer fondé sur les données et à produire régulièrement des rapports alternatifs.

6. PERSPECTIVES ET ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le CNONGD et les organisations de la société civile considèrent ce rapport comme une contribution au dialogue national sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Ils proposent de poursuivre le suivi citoyen des ODD, de renforcer la participation de la société civile aux mécanismes nationaux et provinciaux de suivi et de consolider le dialogue avec les institutions publiques.

Le rapport préconise notamment la mise en place d'un **mécanisme national de suivi des ODD**, l'amélioration de la qualité et de la désagrégation des données, l'augmentation des investissements dans les services sociaux de base, le développement des infrastructures essentielles et le renforcement de la participation citoyenne et de la redevabilité. Une attention particulière doit également être accordée à la résilience des populations vivant dans les zones affectées par les conflits.

CONCLUSION

Le Rapport alternatif du CNONGD montre que **la RDC a enregistré des progrès dans plusieurs domaines de l'Agenda 2030, mais que ces progrès restent inégaux, fragiles et insuffisamment traduits dans les conditions de vie des populations.**

La persistance de la pauvreté, les inégalités d'accès aux services sociaux de base, les déficits d'infrastructures, les effets des conflits armés, les disparités territoriales et les insuffisances de gouvernance constituent les principaux obstacles à l'accélération des ODD.

Le rapport défend ainsi une vision dans laquelle **les données officielles et la participation citoyenne se renforcent mutuellement**. L'objectif n'est pas d'opposer les statistiques nationales aux réalités locales, mais de les mettre en dialogue afin de mieux comprendre les progrès, d'identifier les écarts et de formuler des réponses publiques adaptées.

Le principal message du rapport est donc le suivant : accélérer les ODD en RDC suppose de mieux territorialiser les politiques publiques, d'investir davantage dans les services et infrastructures essentiels, de renforcer la gouvernance et la redevabilité, et de faire de la société civile un partenaire durable du suivi de l'Agenda 2030.